

RENCONTRE SUR L'EVALUATION DES OMD PAR LES ACTEURS DU SECTEUR AGRICOLE

22-24 juin 2015

DECLARATION DE DAKAR

Nous,

Représentant les Organisations Paysannes et les Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), les réseaux d'éleveurs et d'agro pasteurs (APESS et RBM), les organisations de la Société Civile (OXFAM, WILDAF, AFAO/WAWA, CONGAD, Action 2015), réunis du 22 au 24 juin 2015, à Dakar (Sénégal), en présence des représentants des institutions d'intégration sous-régionales (CEDEAO et UEMOA), des organisations internationales (PNUD, FAO, AFDI) et des centres et réseaux de recherche (CRES, IPAR, IRPAD, REPAD, MDG Center) dans le cadre de la rencontre « *Evaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement par les acteurs du secteur agricole en Afrique de l'Ouest : L'ECOWAP/PAU ont-elles été des facteurs de changement ?* »

Après avoir analysé, à travers plusieurs interventions :

- Les résultats obtenus dans le cadre des OMD en lien avec les politiques agricoles ;
- Les facteurs explicatifs pour les pays qui ont atteint les OMD notamment l'OMD 1 ;
- Les négociations en cours sur les ODD ainsi que les politiques agricoles adéquates pour les atteindre.

Constatons que seul deux pays en Afrique de l'Ouest ont atteint l'OMD 1, même si les pays de la sous-région ont fait des progrès remarquables en matière de lutte contre la malnutrition en passant d'environ 24,2% du nombre absolu de personnes mal nourries en 1990-1992 à environ 9,16% en 2014-2016.

- Le Ghana a mis en place un modèle de croissance inclusive qui a donné des opportunités aux exploitations familiales ;
- Le Mali a respecté les engagements des 10 % de Maputo et les politiques agricoles ont mis au centre les exploitations familiales ;
- Un engagement politique fort et soutenu en faveur de la transformation de l'agriculture familiale est nécessaire pour placer la sécurité alimentaire au premier plan de nos Gouvernements ;
- L'évaluation des OMD est aussi l'analyse de l'aptitude de nos politiques agricoles à atteindre les objectifs fixés.

Considérant que les ODD réconcilient l'agenda du développement avec l'agenda de l'environnement, adressent l'enjeu fondamental des inégalités et constitueront un tout

#

indivisible que chaque Gouvernement du monde aura à transposer dans des programmes nationaux ;

2 #

Considérant que les politiques agricoles régionales en vigueur doivent constituer le socle des négociations dans les débats sur les ODD, et que les négociations en cours sur les ODD incluent les enjeux de l'agriculture et de l'alimentation – avec un volet dédié aux jeunes et aux femmes - dans les objectifs et les cibles, et que le débat sur les indicateurs reste à venir ;

Considérant que les ODD demanderont une mobilisation non seulement politique mais aussi financière importante de tous les acteurs ;

Considérant que les Changements Climatiques constituent aujourd'hui l'un des défis majeurs pour le développement durable des systèmes de production agro-sylvo-pastorales et halieutiques;

Considérant que les systèmes de protection sociale doivent recevoir toute l'attention nécessaire pour accompagner les populations vulnérables à sortir de la pauvreté ;

Considérant que le ROPPA et ses membres peuvent contribuer aux défis fixés par les ODD d'ici 2030 en renforçant la place et le rôle des organisations paysannes dans la région, notamment dans leur objectif essentiel de nourrir la région ;

Face à ces analyses, nous recommandons:

Aux Etats

- de mettre l'agriculture notamment l'agriculture familiale qui est la principale source de croissance en Afrique de l'Ouest au centre des débats sur les Objectifs de Développement Durable en droite ligne avec les déclarations de Maputo et de Malabo, mais aussi dans les autres rendez-vous internationaux tels que les discussions sur le financement du développement et sur les changements climatiques prévues respectivement à Addis-Abéba et à Paris.
- de développer en lien avec les politiques agricoles régionales des programmes nationaux de changement climatique et de protection sociale, dont l'agriculture familiale constitue le cœur
- de développer des programmes nationaux ambitieux avec des ressources internes et externes conséquentes sous un leadership gouvernemental clair et assumé et ce, en étroite relation avec les acteurs de la société civile ;
- de consulter les acteurs de la société civile sur les positions à prendre et à défendre lors du Sommet des NU sur les ODD - mais aussi à Nairobi, Addis-Abéba et à Paris -, et singulièrement dans les suites des travaux sur les ODD, sur le développement et l'adoption des indicateurs,
- de prendre en considération que les Objectifs de Développement Durable n'auront aucun effet positif sur l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest dans le cadre des négociations commerciales actuelles tant à l'APE qu'à l'OMC où les subventions des pays développés enterrent le Doha round à Nairobi. Il faut par ailleurs que les mécanismes de financement du développement qui seront discutés à Addis-Abeba

#

soient alignés avec les ODD, et que les négociations sur le climat soient favorables à l'Afrique de l'Ouest.

- De faciliter l'accès aux acteurs de la société civile aux mécanismes financiers, tels que les fonds vert ou climat, avec des critères clairs et un processus de sélection/attribution transparente

3 #

Aux Organisations régionales

- Organiser un leadership régional coordonné sur les ODD pour permettre un dialogue inclusif régional et une fédération des propositions en vue d'une position en cohérence avec l'intégration régionale;
- Développer une attitude de Veille sur les politiques et sur les mutations du secteur agricole, de Coordination des activités et des acteurs et de Représentation au niveau régional pour mieux peser sur la balance ;
- De veiller à la cohérence de l'offre de négociation régionale avec les politiques agricoles de la CEDEAO et de l'UEMOA qui sont pertinentes et d'actualité ;
- D'inclure au sein des programmes régionaux et de leur révision les ODD, leurs cibles et les indicateurs

Aux organisations de la Société Civile

- Continuer à sensibiliser les Etats et tous les acteurs à se sentir concernés par les Objectifs de Développement Durable et à défendre la prise en compte pleine et entière de l'agriculture familiale dans les engagements ;
- Elargir le partenariat avec les autres acteurs de la société civile au niveau mondial pour porter les conclusions de la déclaration de Dakar ;
- Veiller à une participation active aux derniers rounds de négociation sur les ODD et le financement du développement en juillet ;
- Participer aux travaux à venir sur des indicateurs précis, clairs et réalistes, à partir des 17 ODD qui sont une bonne plate forme de négociation, sur le changement climatique, la protection sociale et le développement du marché notamment le marché régional favorable à l'agriculture familiale ;
- Mettre en place un comité de suivi de la déclaration de Dakar sous la présidence de la CEDEAO et de l'UEMOA et de tous les représentants de la société civile de ladite déclaration.

Fait à Dakar, le 24 Juin 2015